

Le budget augmente le prix du pétrole cette année de \$4.55 le baril. Le budget Crosbie ne l'augmentait que de \$4 et pourtant il avait fait l'objet de la réprobation de l'ancienne opposition libérale, justement pour cette raison-là. Comme le gouvernement a maintenant augmenté le prix du pétrole de \$4.55 à la sortie du puits—ce prix se décompose ainsi: \$3 à la sortie du puits, 75c. pour Syncrude et 85c. par suite du budget actuel. Le budget Crosbie aurait augmenté les prix du pétrole de \$4.50 le baril par an jusqu'à 1985 mais le budget actuel les augmentera bien davantage. En toute logique, monsieur l'Orateur, comment le ministre des Finances peut-il prétendre qu'il n'augmente pas les prix plus que ne l'avait fait le budget Crosbie? Cela est bien facile à expliquer monsieur l'Orateur. Les électeurs canadiens ont fait une erreur en février. Le ministre entend augmenter le prix du pétrole à la sortie du puits en 1986 de \$7 le baril.

La nouvelle taxe imposée sur les recettes dérivées du pétrole et du gaz et la taxe frappant le gaz naturel et les liquides gazeux procureront ensemble 2.7 millions de dollars. Est-ce que ce montant vous rappelle quelque chose? C'est celui que le budget Crosbie déshonoré allait percevoir avec la taxe d'accise mais ce budget offrait aussi un dégrèvement de l'ordre de 650 millions de dollars grâce d'une part au crédit fiscal hypothécaire et foncier et au programme qui allait permettre aux industriels et hommes d'affaire de déduire le salaire qu'ils versent à leurs épouses. Mais évidemment il devait y avoir une entourloupette dans ces programmes apparemment utiles, et le ministre des Finances a bien fait de ne pas en tenir compte. En régime libéral les crédits fiscaux n'ont pas leur place.

Sauf pour les MURBS évidemment. En effet le gouvernement offre un dégrèvement fiscal aux millionnaires dans le besoin qui s'efforcent de construire un plus grand nombre de tours mais qui se voient mettre des bâtons dans les roues parce que les gens, comble de l'impudence, n'ont pas les moyens d'en payer les loyers! Dans un environnement urbain de plus en plus froid et hostile il ne nous manquait plus qu'une augmentation du nombre des gratte-ciel.

Monsieur l'Orateur, comme Hansel et Gretel, le contribuable Canadien vient d'être entraîné dans les bois par le gouvernement et il va découvrir que c'est lui qui doit être rôti et non pas l'oie des sociétés pétrolières ni d'autres intérêts capitalistes.

Le budget Crosbie de l'année dernière prévoyait des dépenses plus faibles, des besoins financiers intérieurs moins élevés, une croissance des dépenses et un déficit moins élevés tant au niveau des comptes publics que des liquidités ce qui fait que notre revenu de cette année aurait été supérieur de 105 millions de dollars tandis que notre déficit aurait été inférieur de presque 4 milliards de dollars.

Que nous ont donc offert les libéraux en contrepartie? Leur budget me rappelle l'histoire de l'homme condamné par la reine Elisabeth I à la pendaison, à la roue et à l'écartèlement. A la dernière minute sa sentence fut commuée en une simple pendaison. Ils ont conditionné les Canadiens à s'attendre au pire mais ils se sont ensuite servi du soulagement général pour se lancer dans des projets incroyables dont les implications n'avaient même pas été envisagées. Ces mesures n'ont peut-être pas des répercussions aussi évidentes que la désindexation ou l'abolition des refuges fiscaux, mais je vous assure, monsieur l'Orateur, elles ont une portée encore plus grande et plus

### *Le budget—M. MacLaren*

néfaste sur tous les secteurs de l'économie ainsi que sur le contribuable.

Ce genre de socialisme faussé, qui consiste à prendre l'argent des pauvres pour subventionner les plus pauvres qu'eux, est voué à l'échec, monsieur l'Orateur.

**Des voix:** Bravo!

**L'Orateur suppléant (M. Blaker):** A l'ordre, je vous prie. Avant d'accorder la parole au secrétaire parlementaire du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. MacLaren), je voudrais faire une courte interruption pour informer les députés qui, parce qu'ils sont ici ce soir, ne sont peut-être pas au courant des plus récentes nouvelles émanant des États-Unis. Il semble que jusqu'ici le gouverneur Reagan ait recueilli 51 p. 100 des voix contre 44 p. 100 pour le président Carter.

**M. Roy MacLaren (secrétaire parlementaire du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources):** Madame le Président, c'est une voie difficile à suivre.

J'aimerais, ce soir, à propos du budget, m'intéresser plus particulièrement à la politique énergétique qui constitue une part très importante du budget présenté dans la soirée de mardi dernier. Si tel est le cas, c'est naturellement parce que la question de l'énergie est présente à tous les niveaux de la vie économique de notre pays. Par son expansion, le secteur énergétique sera, selon les prévisions budgétaires, la locomotive de la croissance économique et de la stratégie industrielle du Canada au cours des prochaines années. D'où l'importance tout à fait légitime qu'on lui accorde dans le budget.

Chacun est au courant de la crise énergétique mondiale. La consommation totale de pétrole a triplé au cours des trente dernières années et depuis 1973, le prix du pétrole a lui aussi triplé. Les effets de cette croissance phénoménale du prix du pétrole ont acculé des pays au bord de la faillite ou, du moins, leur ont causé de graves dommages économiques. En dépit de ses vastes ressources pétrolières, le Canada a vu lui aussi le prix de son pétrole augmenter de façon notoire, et avec lui, croître le taux de l'inflation et le nombre des chômeurs.

Le Canada est cependant dans une excellente position pour se rendre vers les années 90 et relever les défis énergétiques de la décennie 80, qui sera véritablement la décennie de l'énergie. En réalité, les problèmes énergétiques vont jouer en faveur du Canada qui va se retrouver, dans les années 90, dans une superbe position sur le plan mondial. L'outil de cette réussite sera la politique énergétique nationale, notre nouvel et ambitieux programme. Nous sommes, bien sûr, déjà moins vulnérables que presque n'importe quelle autre nation aux caprices d'un cartel international du pétrole. Aux termes du nouveau programme, nous deviendrons totalement indépendants. Nous avons la chance de disposer d'une variété d'options énergétiques. Nous donnerons à ces options encore plus d'ampleur. Nous comptons déjà des réalisations impressionnantes dans ce secteur. En fait, nous occuperons le premier rang à l'échelle mondiale, ce que nous faisons déjà à bien des égards, sur le plan des techniques et de l'organisation requises pour explorer et développer nos ressources énergétiques.

● (2040)

Le nouveau programme d'énergie promet à tous les Canadiens d'améliorer encore nos états de services déjà considérables dans ce secteur. Il assure des possibilités à toutes les